

## Veille d'information du CCAS de Marseille

## ACTION SOCIALE - POLITIQUES PUBLIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

**Pour faire face à la crise du Covid-19, la Caf versera une nouvelle aide exceptionnelle de solidarité**

Une aide de 150€ et 100€ supplémentaire par enfant à charge sera attribuée aux **personnes ayant un droit ouvert au Revenu de solidarité active et/ou à l'aide au logement** en septembre ou octobre 2020, y compris pour les étudiants de moins de 25 ans. Cette aide leur sera versée automatiquement fin novembre, selon les mêmes modalités qu'en mai et juin 2020.

[« Rsa, Apl : une nouvelle aide exceptionnelle de solidarité », Caf.fr, 16 octobre 2020](#)

## COHESION SOCIALE - HABITAT - LOGEMENT - PATRIMOINE - URBANISME

**Rencontre de l'État sur les effets de la crise sanitaire dans les quartiers de la politique de la ville en région Paca**

Ce rendez-vous tenu sous la forme d'un **Webinaire**, le 29 septembre 2020, a traité des conséquences de la crise sanitaire sur **l'emploi, l'éducation et la santé**. Le support de l'exposé d'Hervé Guery, spécialiste de l'observation des territoires et directeur du Compas peut être téléchargé sur le site de Cité Ressources. On y trouvera, entre autres, une cartographie des fragilités dans les quartiers prioritaires de Marseille pour la période.

[Emploi et effets de la crise sanitaire et du confinement dans les Quartiers Politique de la Ville - Voir : Diaporama de la rencontre](#)

## DEMOGRAPHIE

**En 20 ans, deux crises provoquent la surmortalité des personnes âgées**

La **canicule de 2003** (1<sup>er</sup>-24 août 2003) et la pandémie de **Covid-19** (période du 10 mars au 8 mai 2020) ont pour point commun **leur pic de décès des plus de 60 ans**. La durée de la crise et le vieillissement de la population française expliquent leur surmortalité accrue lors du second événement. **L'Île-de-France** est la région la plus touchée.

[Desrivierre D. Fabre J., « Plus de décès pendant l'épisode de Covid-19 du printemps 2020 qu'au cours de la canicule de 2003, Insee Première n° 1816, 18 septembre 2020](#)

**753 000 nouveau-nés et 613 000 décès en France en 2019**

Le nombre de naissances baisse depuis dix ans mais de manière plus **modérée**. À l'inverse, en 2019 les décès n'ont jamais été aussi **nombreux** depuis la fin du second conflit mondial. L'entrée de la génération du baby-boom dans le grand âge explique ce constat.

La concentration des naissances se remarque fin juillet-début septembre, correspondant à une conception aux fêtes de fin d'année et le point culminant des décès se situe en hiver depuis une décennie.

[Papon S., « En un siècle, le pic des naissances s'est décalé de l'hiver à l'été et s'est atténué », Insee Focus n° 204, 22 septembre 2020](#)

[Papon S., « Depuis plus d'un siècle, les décès sont les plus nombreux en hiver », Insee Focus n° 209, 16 octobre 2020](#)

## ECONOMIE - EMPLOI - TRAVAIL - CHOMAGE

### Le Covid-19 et le confinement : leurs effets sur l'emploi

Le confinement national du **17 mars au 11 mai 2020** a fait **reculer de 34 % en moyenne le nombre d'heures travaillées par actif en emploi** par rapport à la même période en 2019 (soit 21 heures contre 32 heures hebdomadaires en 2019). Le chômage partiel ou technique représente la cause principale de cette réduction, arrive ensuite le congé maladie. Les secteurs professionnels les plus touchés sont ceux de l'hébergement et de la restauration, la culture, les services de soins esthétiques. **Le travail depuis le domicile s'est développé** mais de manière inégale en fonction du secteur d'activité ou de la profession. Les cadres (81 % d'entre eux) et les personnes très diplômées ainsi que les employés qualifiés (38 % d'entre eux contre 5 % en 2019) y ont eu plus recours.

[Jauneau Y., Vidalenc J., « Durée travaillée et travail à domicile pendant le confinement : des différences marquées selon les professions », Insee Focus n° 207, 14 octobre 2020](#)

## ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

### L'état de la France en 2020 selon le CESE

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a adopté un nouveau rapport sur l'état de la France avec un objectif : « **Se donner un nouveau cap** ». Au sein de 3 cahiers, le CESE aborde dans un premier temps la « crise économique, sociale et structurelle », qui pourrait déboucher sur la « **construction d'un projet collectif** ». Puis il estime que le système de santé doit être repensé, en apportant notamment aux **publics vulnérables** des réponses adaptées. Chaque délégation du CESE a ensuite contribué **sur la crise et ses conséquences**. Un document indispensable pour prendre du recul et envisager les solutions optimales.

[" Se donner un nouveau cap. Rapport annuel sur l'état de la France en 2020 ", Conseil économique, social et environnemental, 09 juillet 2020](#)

## FINANCES - MARCHES PUBLICS

### Le comité des finances locales s'intéresse aux CCAS et CIAS

L'observatoire des finances et de la gestion publique locales, créé en 2015 par la loi NOTRe, est une formation spécialisée du comité des finances locales, chargée, notamment, d'établir et de diffuser des études pour favoriser le développement des bonnes pratiques en termes de gestion financière des collectivités locales et de leurs établissements publics. La 13<sup>e</sup> édition de sa collection « Cap sur... » est consacrée aux **CCAS et CIAS**.

L'observatoire relève que les **14 500 entités de CCAS et CIAS, regroupant plus de 126 000 agents, représentent une dépense de 6,3 milliards d'euros en 2019**. L'édition rappelle que ces établissements sont des acteurs de premier plan auprès des publics les plus fragiles. La crise actuelle le démontre une fois de plus.

[" Les enjeux financiers portés par les CCAS et CIAS ", " Cap sur... ", n° 13, octobre 2020, collectivites-locales.gouv.fr](#)

### Marchés publics : la sous-traitance vue par l'OECP

L'observatoire économique de la commande publique a publié une étude relative à la sous-traitance dans les marchés publics. Il y est en premier lieu abordé le **périmètre de la sous-traitance** avec notamment le rappel des principes posés par la **loi du 31 décembre 1975** et son contexte, puis une **étude statistique** et une **étude qualitative suivent** avant des solutions de **bonnes pratiques**.

[" Etude sur la sous-traitance dans les marchés publics ", Observatoire économique de la commande publique, juillet 2020](#)

### Comment maîtriser le risque de corruption dans l'achat public ?

C'est l'objectif annoncé par cet ambitieux guide issu d'un travail collaboratif entre l'Agence française anticorruption et la Direction des achats publics de l'État. Il rappelle dans un premier temps que l'achat public doit être organisé avec une **volonté réelle -et pas seulement affichée- d'agir en toute transparence**. Ce processus nécessite de maîtriser les fondements d'une démarche anticorruption afin de prévenir les risques en amont. Un portage politique fort est ainsi indispensable dans le but de réaliser une **cartographie fine des risques de corruption**. Enfin, la prévention ne suffit pas et la mise en place d'outils de détection est bien sûr indispensable. Le guide s'achève avec la fourniture d'une boîte à outils où les acheteurs publics pourront piocher les éléments de définition d'une politique conduisant à **mieux maîtriser le risque dans l'achat public**.

[" Maîtriser le risque de corruption dans le cycle de l'achat public ", Agence française anticorruption et Direction des achats de l'État, 29 juin 2020](#)

## FNCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

### Les mooc du CNFPT en ligne sur France université numérique

De nombreux mooc proposés par le CNFPT sont disponibles sur le site de France université numérique (FUN) dans différents domaines et sur des problématiques intéressant les fonctionnaires territoriaux.

Au programme, citons par exemple : « l'économie sociale et solidaire », « les fondamentaux de la fonction publique territoriale », ou bien encore « les procédures déontologiques dans la fonction publique ».

["Retrouvez tous les mooc du CNFPT sur la plateforme FUN", CNFPT](#)

## INTERNATIONAL - UNION EUROPEENNE

### Usage des drogues en Europe : entre adaptation constante des offres et saisies record par les autorités

L'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies a récemment publié son rapport 2020. Très documenté et ponctué d'éléments statistiques liés à la consommation des drogues, cette étude met en lumière les quantités record saisies notamment concernant la cocaïne (plus de 180 tonnes), démontrant une banalisation inquiétante de son usage et de sa facilité d'accès. **Puis une statistique parlante : l'âge moyen du décès pour un usager toutes substances confondues est de 41,7 ans.**

["Rapport européen sur les drogues - éléments clefs 2020", Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, Octobre 2020](#)

## PAUVRETE - PRECARITE

### Hausse du nombre de personnes pauvres en France en 2018

Selon les chiffres publiés par l'Insee, **9,3 millions de personnes** sont considérées comme pauvres en 2018, soit un taux de pauvreté monétaire de **14,8 % de la population française** et une hausse de 0,7 point en un an. Dans cette catégorie, sont comptabilisées les personnes qui vivent avec moins de 1 063€ mensuel pour une personne seule, c'est-à-dire situées sous le seuil de pauvreté. Ce taux augmentera probablement en 2020 du fait de la crise sanitaire.

[Delmas F., Guillaneuf J., " En 2018, les inégalités de niveau de vie augmentent ", Insee Première n° 1813, 9 septembre 2020](#)

### Aggravation de la persistance dans la pauvreté

L'Insee constate que la **probabilité de demeurer en situation de pauvreté monétaire augmente** depuis 2008. Ainsi, en 2017, 70 % des personnes pauvres l'étaient déjà l'année précédente alors qu'entre 2008 et 2009, c'est 63 % de la population pauvre qui l'était un an avant. Les profils les plus concernés sont les femmes, les peu ou non diplômés, les moins de 16 ans et les plus de 65 ans.

De plus, **l'ascension économique n'est souvent pas stabilisée**. 40 % des personnes sorties de la pauvreté redeviennent pauvres et leur état oscille entre ces deux situations.

[Albouy V., Delmas F., « 70 % des personnes pauvres en 2016 le restent l'année suivante, une persistance en hausse depuis 2008 », Insee Focus n° 208, 15 octobre 2020](#)

## SECURITE

### La délinquance : un niveau élevé, doublé d'une hausse inquiétante

Exceptés les  **cambriolages qui restent stables**  (plus de 635 par jour sur le territoire national), l'ensemble des statistiques évolue, malheureusement, à la hausse, notamment les **homicides (+4%)**, les **violences contre les personnes de plus de 15 ans (+ 8%)** et surtout les **agressions sexuelles (+ 12%)** ainsi que le nombre d'**escroqueries (+ 11%)**. Ces chiffres de 2019 devront être comparés avec ceux de 2020, en prévoyant une pondération pour tenir compte de l'épisode de confinement total. Rendez-vous donc l'an prochain !

[Insécurité et délinquance en 2019 : bilan statistique, SSMSI, Ministère de l'intérieur, 30 septembre 2020](#)

### Hors logement, un nivellement dans la manière de consommer des Français

La géométrie des dépenses de consommation est habituellement corrélée aux particularités socio-culturelles et psychologiques des ménages. Toutefois, l'Insee remarque que les consommations des catégories sociales ont tendance à s'uniformiser depuis deux décennies, à l'exception du **logement qui vient contredire ce constat. Celui-ci constitue un marqueur de différenciation de niveau de vie** car pour les ménages modestes, les familles monoparentales et les personnes seules, il occupe le 1<sup>er</sup> poste budgétaire.

[Demoly E., Schweitzer C., « Les ménages les plus modestes dépensent davantage pour leur logement et les plus aisés pour les transports », Insee Focus n° 203, 15 septembre 2020](#)

### Des ménages constatent une détérioration de leur budget après le confinement

L'activité économique française a été secouée après le coup de frein donné par le confinement. Les mesures de chômage partiel ou technique ont modéré les effets sur les ménages. Néanmoins, la baisse des revenus est **manifeste, mais contrastée. 23 % des ménages souffrent d'une dégradation de leur situation** et 2/3 ne perçoivent pas de changement. Parmi les foyers constatant une altération économique, 42 % estiment devoir être vigilants sur leurs dépenses, 27 % traversent une situation difficile et 7 % frôlent l'endettement.

**La possibilité d'aménager ses conditions de travail est un facteur décisif quant au maintien du niveau des revenus.** Les personnes qui ont pu travailler depuis leur domicile annoncent moins de diminution que celles dont l'activité a été suspendue, même partiellement (ouvriers, employés, artisans, commerçants). La situation familiale représente un second élément. Les familles avec enfants sont plus touchées : les obligations de garde et de soutien scolaire ont rogné sur le temps de travail et la fermeture des cantines a pu entraîner de nouvelles dépenses alimentaires.

[Givord P., Silhol J. et alii, « Confinement : des conséquences économiques inégales selon les ménages », Insee Première n° 1822, 14 octobre 2020](#)

### Un guide pour éviter les dangers du quotidien

L'Institut de gérontologie sociale, association loi 1901, forte de nombreux partenaires dont la ville de Marseille, a publié un guide pour prévenir les dangers dont peuvent être victimes les personnes âgées. Facile d'accès et contenant de nombreux **conseils pratiques**, ce document pourrait devenir un outil incontournable au quotidien pour les seniors et leurs aidants.

["Personnes âgées : comment éviter les dangers du quotidien ?", Institut de gérontologie sociale](#)